



**L'immense défi de la prévention des conflits et de la stabilisation des crises.** Comment peut-on s'organiser pour maintenir et consolider la paix par des actions communes ? **P. 4**



**Enquête sur le marché du travail**  
L'IA a mené une étude de terrain auprès d'entreprises marocaines afin d'identifier les exigences linguistiques du marché du travail **P. 8**



**Entretien du mois**  
L'écrivain et économiste marocain nous livre son regard sur l'éducation et la question linguistique marocaine **P. 11**

## Maroc, vers un nouvel ordre linguistique

Dossier spécial page 6 à 11



## Bruits de bottes à Islamabad

Par Amine AMARA

Le Pakistan est aujourd'hui confronté à sa plus grave crise politique depuis des années. Islamabad est prise dans une tourmente ouverte sur trois fronts : le gouvernement civil, le pouvoir militaire et le pouvoir judiciaire. Le tout dans le contexte d'une conjoncture économique chancelante, d'une pauvreté

généralisée, ainsi que de corruption et de guerre sanglante contre les groupes terroristes...

**P. 12**

Et aussi : le cas Kayani, ainsi qu'une infographie des forces armées pakistanaises.

## Edito

Par Brahim FASSI FIGHRI  
Président fondateur de l'Institut Amadeus

La semaine écoulée a été marquée par deux déplacements majeurs ; l'un du chef du gouvernement Abdellilah Benkirane à Davos et l'autre de son ministre des Affaires étrangères Saaddine El Otmani à Alger. Si le premier s'intègre d'avantage dans une logique de marketing politique dont l'objectif consiste à rassurer nos partenaires économiques occidentaux sur les intentions du nouveau gouvernement marocain, la visite du chef de la diplomatie à Alger revêt quant à elle un tout autre caractère. Au-delà de sa forte connotation symbolique, le déplacement du ministre marocain s'inscrit dans un momentum particulier, celui de la prise du pouvoir au Maghreb par les islamistes modérés.

A quelques mois des élections législatives en Algérie, la visite d'un des leaders du PJD, quelques semaines après celle des dirigeants d'Ennahda, peut être perçue comme un signal fort adressé à l'électorat algérien. En effet, un Maghreb uni autour des partis islamistes qui le dirigent est possible ! Jamais depuis les indépendances, la réalité et la nature politique dans les principaux pays qui composent le Maghreb n'aura été aussi similaire. Les Printemps arabes ont bouleversé la donne sur le plan politique dans la région, mais ils ont également permis un rééquilibrage du rapport de force autour d'un même dé-

nominateur commun.

Dans ce contexte, le choix d'Alger comme première visite officielle de Saaddine El Otmani est judicieux. Il est important de rappeler que le Maroc et l'Algérie, sont entrés depuis fin 2010 dans une phase de normalisation. Les échanges de visites entre les ministres de l'agriculture et de l'énergie courant 2011, l'accord sur le tarif préférentiel du gaz algérien transitant par le gazoduc reliant l'Algérie à l'Europe et le déplacement du ministre algérien Mourad Medelci à Rabat le 16 novembre dernier, démontrent clairement que le

**Jamais depuis les indépendances, la réalité et la nature politique dans les principaux pays qui composent le Maghreb n'aura été aussi similaire**

processus de réchauffement des relations bilatérales entre les deux pays voisins est irréversible. Même si elle n'a pas débouché sur un agenda précis,

même si les sujets du Sahara et des frontières n'ont pas été abordés à la demande de la partie algérienne, il n'en reste pas moins que le déplacement d'El Otmani (et sa rencontre avec le Président Bouteflika) est un signal important qui renforce cette dynamique de normalisation entre l'Algérie et le Maroc. Ce déplacement débouchera sans doute sur la mise en place de nouvelles coopérations techniques. Les trop nombreux sujets politiques, ceux qui fâchent (Sahara, frontières, Aqmi, immigration, etc.), continueront certainement à être très soigneusement évités, pour évoquer et avancer sur des questions économiques qui réussissent enfin à mettre tout le monde d'accord.

# Bruit de bottes à Islamabad

Le Pakistan est aujourd'hui confronté à sa plus grave crise politique depuis des années. Islamabad est prise dans une tourmente ouverte sur trois fronts : le gouvernement civil, le pouvoir militaire et le pouvoir judiciaire. Le tout dans un contexte d'une conjoncture économique chancelante, d'une pauvreté généralisée, ainsi que de corruption et de guerre sanglante contre les groupes terroristes...

Par Amine AMARA

Le pays a été fondé en 1947 sous le régime démocratique, cependant, en temps de crise, les PAF « Pakistan Army Forces » qui est l'institution la plus puissante du Pakistan – n'a eu cesse de par le passé de renverser les gouvernements civils, au motif qu'ils avaient été inaptes et/ou corrompus. Ainsi aucun gouvernement civil depuis l'indépendance n'est allé au bout de son mandat laissant croire qu'au « pays des purs », le coup d'Etat représente un ordre politique permanent.

Le Pakistan est presque chancelant au bord d'un abîme. Cette conclusion découle désormais de la gravité de la crise du Memogate qui menace non seulement le pouvoir exécutif mais tout l'équilibre des pouvoirs. Depuis octobre dernier, Islamabad vit au rythme d'une guerre silencieuse et multidimensionnelle entre les principaux piliers de l'Etat : l'armée, le Président Asif Ali Zardari et son Premier ministre Yousuf Raza Gilani et la Cour suprême. Cette affaire fait peser une épée de Damoclès sur les deux têtes de l'exécutif pakistanais, accusées par le pouvoir militaire d'avoir fait passer au Pentagone, en mai dernier, une note confidentielle - un mémo - sollicitant son aide pour empêcher un probable coup d'Etat militaire. En contrepartie, il aurait promis aux Etats-Unis un accès quasi illimité

## Aucun gouvernement civil depuis l'indépendance n'est allé au bout de son mandat

au Pakistan et à son arsenal nucléaire. Plus grave encore, l'avenir des relations entre le Pakistan et les Etats-Unis est plus qu'incertain. C'est l'évidence non seulement depuis le raid des Marines contre Ben Laden mais bien depuis l'affaire Raymond Davis (1) et de par les accusations de Washington contre l'ISI (2), soupçonnée d'être derrière plusieurs attentats à Kaboul. Toutefois, la mort de 24 soldats pakistanais, tombés sous les bombes de l'Otan le 26 novembre 2011 dans la zone tribale de Mohmand, a été selon plusieurs observateurs « la bavure de trop ».

Une chose est sûre, l'armée pakistanaise cherche bel et bien à se débarrasser de Zardari, mais pas forcément pour prendre ouvertement le pouvoir, car devant-elle se dressent plusieurs options et scénarios dont l'intronisation du Premier ministre à la place de Zardari. Cela maintiendrait le semblant démocratique et donnerait l'impression que le PPP (3), le parti du clan Bhutto dont Zardari est coprésident avec son fils Bilawal, règle ses affaires lui-même. L'option Imran Khan semble tout aussi plausible, La montée de Khan, personnalité très appréciée des militaires à cause de ses positions conservatrices mais surtout à cause de son anti-américanisme qui va de concert avec les récentes positions de l'armée pakistanaise envers les Etats-Unis.

Dorénavant, certains dans les cercles militaires pakistanais de haut niveau ainsi que parmi les politiciens alliés au ferment anti-Américain autour d'Imran Khan, craignent que le Président Zardari puisse remettre les codes des installations nucléaires pakistanaises aux Américains qui en possèdent une large idée là-dessus (Des agents secrets du JSOC (4) cherchent déjà à localiser l'ensemble des installations et les militaires pakistanais tentent de les

détourner avec des leurres et des fausses pistes). La Chine a été mise au courant de cette situation lors du dernier voyage du Général Kayani à Pékin, et à la demande de ce dernier, garde leurs installations nucléaires sous bonne garde opérationnelle et satellitaire.

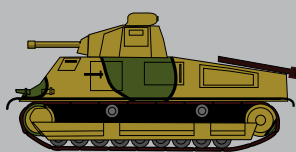
La réponse du gouvernement pakistanais au jeu des militaires ne s'est pas faite attendre : le limogeage du secrétaire d'Etat à la Défense, (traditionnellement un général à la retraite positionné par l'armée pakistanaise dans un gouvernement civil à titre d'initié, le cas échéant un proche du Général Kayani) doit être considéré comme la première étape d'un conflit qui porte en son sein des ramifications importantes et graves. Le gouvernement pakistanais n'est pas sans options pour sortir de cette impasse conflictuelle, car s'il n'est pas désarçonné par un coup d'Etat militaire, il pourrait selon toute vraisemblance commander des élections générales anticipées juste après les élections du Sénat. Le jeu démocratique serait ainsi gardé à l'heure où tous les partis politiques sont largement opposés à toute tentative militaire de prise de pouvoir. Néanmoins, l'armée attendra probablement le verdict de la Cour suprême qui penchera vraisemblablement vers la destitution du Premier ministre sonnait ainsi le glas de l'ère Zardari.

Le Pakistan est aujourd'hui enfermé dans une confrontation grandissante entre ses organes institutionnels. La fracture entre civils et militaires a malheureusement figé la confrontation dans des positions totalement inconciliables.

## Les options américaines et les choix pakistanais

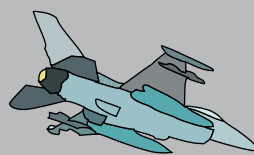
Le Pakistan est évoqué aux côtés de l'Afghanistan dans le dernier rapport sur la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis (5) comme la « ligne de front » dans le combat contre Al-Qaïda et les Talibans. S'il est un pays qui représente un enjeu crucial pour la politique étrangère américaine, c'est bien lui. Singulièrement, il est aussi souvent présenté comme le plus solide allié de Washington en Asie du Sud-Est, et ce malgré les relations très tendues voire orageuses que traversent les deux pays depuis bientôt deux ans. Cette relation est cruciale pour plusieurs raisons ; d'abord, les entités terroristes au Pakistan sont automatiquement liées à des attaques contre des soldats américains sur le sol Afghan voire ailleurs. Aussi, Islamabad est un partenaire forcé mais stratégique pour l'effort de guerre en Afghanistan, car le nœud afghan ne peut être résolu sans l'appui pakistanais. Reste également la question nucléaire qui englobe l'équilibre des forces entre Islamabad et New Delhi. Les Etats-Unis acceptent moyennement, qu'un niveau minimum de dissuasion entre les deux puissances soit justifié, mais le Département d'Etat reste sceptique sur la manière dont la course aux armements est poursuivie au sein des deux pays. Néanmoins, l'Etat nucléaire s'est muté dernièrement en zone de repli pour les terroristes représentant ainsi une menace pour la stabilité régionale. La gestion

## Composition de l'armée pakistanaise



### Armée de Terre

617 000 hommes  
513 000 réservistes  
11 corps d'armée  
+ de 52 têtes nucléaires



### Armée de l'Air

40 000 hommes  
6400 officiers  
10 000 réservistes  
821 avions de combat  
F-16 / Mirage III et V/  
JF17 et FC1 chinois



### Marine Militaire

29 000 hommes  
2860 officiers  
5000 réservistes  
71 bâtiments  
5 sous-marins type Agosta  
42 Avions

© Institut Amadeus 2012

du conflit afghan au nom de la lutte contre le terrorisme international ne produira pas de succès durables tant que l'armée pakistanaise continuera à sélectionner ses alliés parmi les groupes terroristes. Du point de vue des Américains, le défi central consiste à renforcer les prérogatives du gouvernement pakistanais sans pour autant affaiblir les militaires, garants de la sécurité et de la stabilité du pays.

Plusieurs données poussent aujourd'hui l'Administration américaine à collaborer avec les militaires pakistanais,

d'abord, géographiquement parlant, le Pakistan était et reste une importante base opérationnelle pour la

lutte contre les Talibans et Al-Qaïda en Afghanistan. En second lieu, avoir le troisième Etat musulman de par sa population comme partenaire stratégique est primordial dans la stratégie de communication de l'équipe d'Obama afin de servir d'indicateur que la « Guerre contre le terrorisme » n'est pas dirigée exclusivement envers les musulmans. Aussi, le danger de prolifération nucléaire provenant du Pakistan est revenu en façade suite à l'affaire Abdul Qadeer Khan, car la perte de contrôle de l'armée pakistanaise sur les armes atomiques et le savoir faire nucléaire constituent un scénario du pire pour les Etats-Unis en matière de politique de sécurité.

En cas de conflit majeur avec l'Inde, l'Afghanistan doit être préservé en tant qu'Etat-tampon de faible envergure afin de permettre à l'armée pakistanaise de gagner en profondeur stratégique.

Enfin, en s'alliant avec le Pakistan, Washington prévoyait un renforcement de la stabilité dans la région. Et le fait que le Pakistan possède des frontières aussi bien avec l'Iran qu'avec la Chine a probablement aussi joué un rôle certain dans le calcul des Etats-Unis en termes de stratégie régionale.

Toutefois, que ce soit par calcul militaire justifié ou encore par calcul politique clientéliste, le Pakistan a largement déçu les espoirs placés en lui. Le pays représente aujourd'hui plus un foyer de crise qu'un facteur de stabilité et représente pour les Etats-Unis un challenge décisif en matière de de sécurité internationale.

Néanmoins, la situation actuelle au Pakistan en termes de politique sécuritaire doit être vue et analysée sous plusieurs angles. Ainsi, la menace de prise de pouvoir par les Islamistes est loin de se confirmer et ce malgré les tendances actuelles survenues après le printemps arabe. Leur score électoral se situe toujours entre 10% et 15%. De surcroît, l'armée, historiquement l'institution dominante du Pakistan, ne soutiendrait pas une révolution islamique même par les urnes. Par contre, les PAF sont *de facto* un élément de stabilisation du pays voire de la région.

Il serait toutefois faux de voir chez

les militaires uniquement un facteur de stabilisation. Leur lutte « très » sélective contre le terrorisme constitue ainsi un accélérateur de l'évolution du Pakistan vers une déstabilisation chronique de la région. Les Talibans afghans et d'autres groupes islamistes peuvent ainsi opérer à partir du territoire pakistanais sans pour autant être inquiétés. Cette politique sécuritaire partielle a bien sûr pour objectif de maintenir « en état d'activité » des zones de repli pour les factions armées talibanes, en particulier en Afghanistan et au Cachemire, qui ne cessent de mener une guerre asymétrique aux forces de l'Otan à partir des territoires frontaliers pakistanais. Cette politique recèle un objectif stratégique qui consiste à prévenir la prise d'influence régionale croissante de l'Inde. Ainsi, la situation des régions tribales administrées de façon fédérale et la province de la frontière du Nord-Ouest dans la zone frontière avec l'Afghanistan ainsi que dans la région très disputée du Cachemire à la frontière indienne est continuellement déstabilisée par les services de renseignements Pakistanais. Car militairement parlant, en cas de conflit majeur avec l'Inde, l'Afghanistan doit être préservé en tant qu'état-tampon de faible envergure afin de permettre à l'armée pakistanaise de gagner en profondeur stratégique. En outre, une fragilisation durable de l'Afghanistan permet de contrecarrer les schémas des nationalistes pachtounes dans l'Est de l'Afghanistan et dans le Nord-Ouest du Pakistan qui visent à créer un Etat indépendant ou appartenant à l'Afghanistan, mais la probable élection d'Imran Khan (d'origine pachtoun) à la tête du gouvernement devrait, de manière politique, calmer les ardeurs des séparatistes pachtounes.

Notes :

(1) - Raymond Davis était employé du Consulat des Etats-Unis à Lahore. Il a abattu en plein jour deux jeunes pakistanais dans la capitale culturelle du pays.

(2) - L'Inter Service Intelligence est la direction pour le renseignement inter-services (ou Inter-Services Intelligence ou ISI) C'est la plus importante et la plus puissante des trois branches des services de renseignements du Pakistan. Elle dépend des forces armées du Pakistan. Elle fut fondée en 1948.

(3) - Le Parti du peuple pakistanais ou Pakistan Peoples Party est un parti politique pakistanais de centre-gauche. C'est l'un des principaux partis politiques du pays. Il est actuellement le parti qui dirige le gouvernement fédéral depuis les dernières élections législatives de 2008.

(4) - Le Joint Special Operations Command (JSOC) est une composante de l'United States Special Operations Command (USSOCOM) est chargé de diriger et de coordonner les unités des forces spéciales des différentes branches de l'armée américaine.

(5) - Rapport de 2010, consultable et téléchargeable sur le site de la Maison Blanche à l'adresse suivante : [http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss\\_viewer/national\\_security\\_strategy.pdf](http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf)

(6) - Dr. Abdul Qadeer Khan est un scientifique pakistanais, né en 1935 à Bhopal (Inde), plus connu comme l'inventeur de la bombe atomique au Pakistan. Il a reconnu, en janvier 2004, avoir participé à un trafic d'armes nucléaires à destination de la Corée du Nord, de la Libye et de l'Iran contribuant à la prolifération nucléaire de-

puis les années 1980. Pour aller plus loin, lire l'article de Bruno Tertrais de la FRS consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.frstrategie.org/barreCompetences/approchesRegionales/aqkhan.pdf>

## Le cas Kayani

L'actuel chef de l'armée pakistanaise, le Général Ashfaq Parvez Kayani est la complète antithèse de son prédécesseur le Général Musharraf. Personnalité aimable mais très influente, le Général Kayani ne se voit pas en chef de l'Etat. Son attention se porte davantage sur des enjeux plus stratégiques que politiques, il se focalise sur l'Inde comme ennemi numéro Un, et sur la sécurisation de l'Afghanistan afin de pouvoir contrôler à distance le gouvernement de Kaboul. La vision du Général Kayani de l'Afghanistan est beaucoup plus grande et plus importante que celle qu'avait le Général Musharraf. Le patron



des PAF comprend plus que n'importe qui d'autre que le voisin de l'Ouest représente non seulement une profondeur stratégique non négligeable en cas de conflit avec l'Inde mais une zone tampon très importante contre le rival iranien.

Kayani sait aussi que l'Afghanistan est une route essentielle vers les eaux chaudes de l'océan indien, et que la contrôler est à la fois un puissant vecteur de nuisance envers les Etats-Unis et synonyme de devenir un Etat pivot de la région au-delà de la dissuasion nucléaire. De ce fait les organisations et groupes terroristes islamistes sont considérés comme des actifs stratégiques dans la longue guerre d'influence qui se joue contre le Pentagone. Il voit aussi d'un très mauvais œil le rapprochement entre New Delhi et Washington, c'est d'ailleurs lui-même qui a « sabordé » toutes les initiatives du gouvernement pakistanais envers l'Inde.

Concernant le Memogate, l'armée a clairement indiqué qu'elle se soumettra à la décision de la Cour suprême, cependant, une levée de l'immunité présidentielle et l'arrestation de Zardari risque de compliquer davantage la situation du pays au vu que le PPP est certain de gagner les élections sénatoriales en Mars. Par contre si la Cour Suprême décide d'un report de l'affaire jusqu'à la fin du mandat présidentiel, d'autres partis politiques comme le Tehrik-e-Insaf d'Imran Khan ou le PML avec ses deux branches pourraient descendre dans la rue afin de provoquer des élections anticipées.

A.A.



# L'immense défi de la prévention de conflits et de la stabilisation

## Quelle dynamique peut-on créer entre les efforts diplomatiques et la société civile ?

Souvent, la prévention des conflits est intimement liée aux efforts visant à promouvoir le dialogue et la négociation entre les parties belligérantes. De ce fait, les négociateurs pour la paix commencent par aborder les causes directes et profondes du conflit tout en limitant les moyens qui permettraient de le faire durer. Depuis vingt ans, de la crise somalienne à celle de la Côte d'Ivoire, la Communauté internationale ne cesse d'améliorer les outils et les mécanismes qui lui permettent de juguler, prévenir et d'endiguer les conflits naissants.

Par Amine AMARA

La prévention des conflits commence par l'information, la maîtrise des canaux qui la transporte et surtout la transforme mais aussi par la capacité à identifier les germes qui portent en eux la cristallisation du pire. En outre, la nature des conflits n'est pas linéaire, comme le suggère leur déroulement dans le temps, mais circulaire avec un risque chronique de rechute qui s'accroît avec le temps passé dans l'expectative et l'analyse, d'où cette opposition entre le temps de la connaissance et celui de l'action.

Les conflits et leur prévention posent également un sérieux problème d'observation et d'analyse : le sujet, le déroulement temporel et surtout les faits ou plus communément appelés « les éléments ». Des éléments quantitatifs (altercations, dégradations, troubles de l'ordre publics ou établis, assassinats...), des éléments institutionnels (une suspension de la Constitution, des élections tronquées ou détournées...) mais aussi des éléments déclaratifs (communiqués, gesticulations verbales, discours menaçants ou de haine...) que le cas du Rwanda illustre tragiquement bien. Quand les institutions vacillent ou ne fonctionnent plus, un vide est rapidement créé faisant appel à des individus, formations ou encore organisations pour le remplir, d'où la notion de « spill-over », sorte d'appel d'air pour les puissances régionales afin qu'elles interviennent.

La notion de visibilité des conflits est aussi un élément capital en vue de les prévenir, cependant dans un monde de plus en plus informé, des conflits se retrouvent totalement oubliés, gelés et éloignés des écrans radars de la communauté internationale, non pas liés à une violence visible mais plutôt à une violence potentielle tout aussi susceptible de se durcir (le conflit autour du Haut Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie est, à ce sujet, significatif). En l'absence d'une gestion proactive, résultante également d'une exposition médiatique continue, de tels conflits resurgissent invariablement dans le processus politique international à une phase tardive de leur aggravation, rendant ainsi toute intervention ardue puisque réactive.

### La prévention des conflits, un concept nouveau au niveau international

Depuis la chute du mur de Berlin, la scène internationale a profondément changé. Cette transformation s'est principalement illustrée par la diminution progressive des conflits internes ou de basse intensité, dans lesquels de nouveaux acteurs sur l'échiquier mondial – à l'instar des organisations internationales et régionales, des ONG, agences humanitaires, ou même les médias jouent un rôle de plus en plus important dans la gestion ou encore la prévention des situations conflictuelles. Suite à l'effondrement du bloc soviétique, le monde est ainsi entré de plein pied dans une période nouvelle dans l'équilibre international. Désormais, les interventions internationales pour le maintien de la paix peuvent être validées sans être réflexivement suspectes de favoriser un camp ou l'autre. De ce nouvel ordre international ont émergé un changement de doctrine



dans la conduite de la guerre et le concept de prévention des conflits.

Face à des risques majeurs de déstabilisation sécuritaire, la notion de prévention des conflits a recueilli un large consensus de la part de la plupart des instances gouvernementales, surtout au niveau du principe, incontestablement moral et humanitaire, qui s'en dégage. Il faut également souligner qu'il existe une motivation financière pour les grandes puissances, qui insistent sur le faible coût de la prévention comparé au coût des opérations de maintien de la paix, ou même aux opérations de reconstruction post-confliktuelles. Les Etats donateurs des Nations Unies, parmi lesquels les grandes puissances, rechignent trop souvent à assumer leur engagement pris au titre du financement des missions de paix (selon l'ONU, 3.72 milliards USD étaient toujours non-acquittés par les pays contributeurs concernant les opérations de maintien de la paix fin 2010).

Cela démontre la prédisposition de la communauté internationale à agir, tout d'abord sur le plan politique mais aussi sur le plan financier, afin que le potentiel conflictuel ne se cristallise pas en conflit ouvert. Des déclarations comme celle de Bamako ou celle plus récente de Saint Boniface, respectivement émises par l'Organisation internationale de la francophonie en 2000 et 2006, et qui consacrent comme objectifs prioritaires l'aide à l'instauration et au développement de la démocratie, la prévention des conflits et le soutien à l'Etat de droit et aux droits de l'Homme, jumelés à celles de l'ONU, démontrent l'implication grandissante des organisations internationales

**La plupart des conflits sont désormais internes. Confinés au cadre national, leurs répercussions sont néanmoins régionales voire à terme internationales**

et des grands Etats dans la prévention des conflits. Ceci s'illustre selon la prise en considération de la rapidité et de la souplesse de réaction aux signaux d'alerte précoce concernant des questions sensibles avant que celles-ci ne débouchent sur une naissance ou une résurgence de conflits. Le fait que les autorités ne parviennent plus à verser les salaires des fonctionnaires, que l'Etat ne puisse plus assumer ses obligations de service public, ou encore que des militaires commencent à se mêler de la vie politique constituent par exemple de tels précurseurs critiques.

### Une appropriation régionale et sous-régionale de la nécessité de la prévention des conflits

La plupart des conflits sont désormais internes. Confinés au cadre national, leurs répercussions sont néanmoins régionales

voire à terme internationales. C'est pour cette raison que les politiques de prévention, de construction ou consolidation de la paix et de réhabilitation

peuvent être imaginées et conçues à l'échelle régionale dans un cadre inter-régional. Face à un conflit de nature nationale, il faut agir dans un contexte plus grand en actionnant les pays ou les organisations capables de constituer une influence à l'intérieur du pays.

La gestion régionale ou sous régionale de la prévention des conflits en Afrique est une idée bien établie essentiellement dans le cadre de missions diplomatiques, de médiation ou de mesures d'isolement le cas échéant. On peut tout naturellement signaler l'engagement de la Communauté économique des Etats

de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Côte d'Ivoire en 2003 avant la mise en place de la mission ONUCI, la réussite de sa médiation au Togo en 2005, mais aussi les nombreuses entrées en lice de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), notamment sur les conflits malgaches et soudanais. Parallèlement, un système africain de sécurité collective se constitue depuis la création de l'Union Africaine avec le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine qui n'est cependant pas comparable avec celui de l'ONU, ce dernier restant la seule source de légitimité internationale pour des opérations armées. Le soutien des grandes puissances internationales demeure en fait indispensable au vu du manque de moyens matériels, humains et financiers des pays participants aux opérations africaines.

La coopération et l'intégration régionale peuvent former un ancrage à la culture de la paix, en particulier lorsqu'elles s'articulent autour de ressources et de besoins communs. Mais les positions et mesures venant des grandes puissances étrangères sont nécessaires pour soutenir la coopération à l'échelle régionale et sous-régionale dans des domaines sécuritaires et militaires. Ce soutien doit aussi se faire avec une action et un engagement constant et fiable afin d'arriver à appliquer une démobilisation, une réhabilitation et un désarmement complet des groupes combattants et solder le conflit. Ces politiques de coopération entre le niveau régional et international peuvent aussi fluidifier les négociations, le renforcement des capacités régionales de maintien de la paix, l'instauration de réseaux régionaux pour la défense des droits de l'homme et des réfugiés ou favoriser les réformes concernant le secteur de la sécurité. La so-

ciété civile, y compris sa composante économique et financière, a un rôle essentiel à jouer dans le paradigme construction/consolidation de la paix.

#### Consolidation de la paix, équité et réconciliation : l'importance de la question mémorielle

Des leçons importantes concernant la fragilité relative de la paix ont été tirées de précédents conflits, tant le risque de résurgence ou d'apparition de nouveaux conflits est grand. Il s'agit, à cet égard, de veiller à ce que les processus de paix diffusent leurs effets dans la population et répondent aux exigences de justice pour ceux dont les droits ont été spoliés afin de prévenir le risque d'éclatement de nouvelles violences. C'est d'un travail sur le consensus national dont il s'agit, qui mette en action une mécanique de l'oubli jumelée à une autre du souvenir car « il faut suffisamment se souvenir pour ne pas recommencer, et il faut suffisamment oublier pour continuer à vivre »,

comme le rappelle Joseph Maïla, directeur de la prospective au Ministère français des affaires étrangères et européennes. Lorsque les causes et les conséquences profondes des conflits n'ont pas été traitées de façon adéquate, c'est-à-dire de façon à se prémunir de leur récurrence, un risque important d'explosion pèse sur la construction de la paix. Il est d'une importance majeure que les acteurs régionaux et internationaux comprennent qu'il est tout aussi vital de gagner la paix que de gagner la guerre et pour cela il convient de constater que la paix doit appartenir aux civils, à ceux qui ne se sont pas battus.

#### Le cloisonnement des négociations nuit à l'issue des pourparlers de paix

Les négociations de paix mettent en contact les individus qui ont provoqué ou entretenu un conflit et ce de manière

formelle et officielle, alors que la participation de la société civile dans les processus leur fait prendre un tour décisif vers la stabilisation, ce qui a été par exemple constaté en Afrique de l'Ouest. Dans les années 1990, les délégués et participants des processus de paix étaient les factions belligérantes et les partis politiques, avec des observateurs internationaux et des représentants d'organisations intergouvernementales comme la CEDEAO, l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies.

La conséquence de l'enfermement des pourparlers fut que les conflits armés se sont poursuivis au Libéria et en Sierra Leone, les négociations de paix ne pouvaient pas à elles seules restaurer la stabilité dans les pays. L'incapacité des partis adverses à conclure des accords durables, à l'instar des échecs de l'Accord de paix d'Abidjan de 1996 et du Plan de

**Il est d'une importance majeure que les acteurs régionaux et internationaux comprennent qu'il est tout aussi vital de gagner la paix que de gagner la guerre**

paix de Conakry de 1997 pour la Sierra Leone, a favorisé un fort engagement de la société civile dans les négociations qui ont suivi. Les acteurs de la société civile

affirmaient qu'il fallait prendre en considération le point de vue des populations ordinaires dans les discussions de paix. Les capacités, talents et aptitudes des organisations de la société civile permirent l'établissement de conditions favorables à des négociations, d'installer la confiance entre les parties, d'orienter la conduite et le contenu des négociations et d'influencer la viabilité des accords de paix. Ils veillent aussi à ce que les adversaires puissent s'accorder sur des termes de négociations et à ce que les traités et accords conclus reflètent les attentes et besoins des populations. Ces organisations ont mené, lors des négociations sur la paix, des actions de diplomatie; elles ont incité au compromis et surtout créé, dans bien des cas, un climat de confiance. A la signature des accords de paix, les associations relevant de la société civile se sont attaquées aux questions de la compréhension collective de ces accords



en expliquant les termes aux citoyens et en les informant sur les stratégies à venir des dirigeants responsables.

En l'an 2000, le WIPNET, le Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix, une association issue de l'initiative conjointe de femmes occupant des postes importants autant dans le secteur public que dans celui du privé de la région du fleuve Mano (Libéria, Sierra Leone et Guinée), parvient à endiguer la reprise des hostilités entre les trois pays en persuadant les gouvernements de reprendre les pourparlers. Ces évolutions ont ainsi automatiquement donné lieu à l'émergence de réseaux féminins plus étendus et de campagnes de mobilisation des femmes pour la paix, à l'image du Liberian Women's Mass Action for Peace, acteur clef de l'établissement de la paix au Libéria en 2003.

#### Pour une stratégie internationale de soutien à la société civile en période de reconstruction politique.

Ainsi, le rôle que joue, avec le soutien international, la société civile dans le cadre de la consolidation de la paix est d'une nature capitale. Il est primordiale de soutenir les organisations civiles durant et après les conflits afin de faciliter leur participation à la médiation, aux négociations et aux tentatives d'institutionnalisation du processus de paix. La construction et la consolidation de la paix demande des connaissances de terrain en ce qui concerne l'économie, la situation sociale et sanitaire. Les acteurs de la société civile sont au fait de ces problématiques et peuvent, de par leur expérience, actionner des stratégies de continuation.

Dans le cadre de la reconstruction post-conflit, il est essentiel que les organisations de la société civile soient renforcées et capables d'assumer de larges pans de la vie publique voire des charges politiques, et de donner un nouveau dynamisme local aux politiques de développement. Ces dernières, qui jouent un rôle public plus important en période de conflit, comme médiateurs ou comme un élément d'apaisement, peuvent croire qu'en période de paix, on essaie de les

confiner dans un rôle plus marginal. Cela s'explique d'ailleurs par le redéploiement des aides qui leurs étaient acheminés vers les nouvelles administrations officielles. Le renforcement de la position de ces éléments au sein de grandes organisations mixtes, comme celles qui s'occupent des droits de l'homme, des secours, ou encore de la reconstruction urbaine, est un aspect important du renforcement des capacités. Les processus de construction et de consolidation de la paix devraient faire intervenir les acteurs de la société civile sur tous les niveaux et même en tant que responsables politiques où ils peuvent avoir un véritable magistère de la parole. La promotion du principe de partage des pouvoirs et la mise en place de procédés politiques tangibles et démocratiques ouvrent sur des possibilités de progressions bien réelles dans l'objectif de la réconciliation.

Dans cette optique, le tissage des liens entre société civile et organisations régionales ou internationales est essentiel. A ce titre, de nombreuses initiatives ont été lancées au niveau de l'Union Africaine pour institutionnaliser le dialogue entre société civile et représentants des instances supranationales, notamment ceux du Conseil de paix et de sécurité. Cependant, les récentes législations dans de nombreux pays africains qui exigent des organisations non gouvernementales que leur financement soit pour moitié assuré par des fonds nationaux, portent le risque de la reprise en main de la société civile par les pouvoirs politiques, ce qui constitue une mauvaise nouvelle pour l'avenir des organisations de la société civile africaine.

#### Fiche d'informations sur les opérations de maintien de la paix

Opérations de maintien de la paix depuis 1948 : 66

Opérations en cours : 15

Opérations en cours dirigées et appuyées par le Département des opérations de maintien de la paix : 16

#### Personnel

Personnel en uniforme : 98 639

Contingents : 82 377

Police : 14 300

Observateurs militaires : 1 962

Personnel civil (au 31 octobre 2011) : 18 379

International : 5 553

Local: 12 809

Volontaires des Nations Unies : 2 347

Nombre total de personnel affecté aux 15 opérations de maintien de la paix : 119 348

Nombre total de personnel affecté aux 15 opérations de maintien de la paix dirigées par le DOMP : 121 591

Pays fournissant du personnel en uniforme : 114

Pertes totales : 2 966

#### Aspects financiers

Crédits approuvés pour l'exercice allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 : environ 7,84 milliards de dollars

Coût total estimé des opérations de maintien de la paix de 1948 au 30 juin 2010 : environ 69 milliards de dollars

Montant des contributions aux opérations restées impayées (au 31 décembre 2011) : environ 2,63 milliards de dollars

source : Nations Unies



# Maroc linguistique

## Chronique d'un désastre annoncé

Le Maroc fait face à un véritable malaise linguistique entraînant la détérioration de la qualité de l'éducation et la difficile transition des jeunes sur le marché du travail. Au lendemain de l'indépendance, la politique linguistique engagée n'a pas su tirer profit de la diversité des langues présentes pour favoriser la création d'une nation bilingue voire multilingue. Au lieu de cela, le Maroc souffre de diglossie entraînant des tensions linguistiques. Aujourd'hui, il est donc urgent de reconsidérer le rôle, le statut et la place de chacune des langues.

Par Soraya OULAD BENCHIBA

Ce n'est un secret pour personne : le Maroc est une véritable mosaïque linguistique.

D'un côté, on trouve les langues maternelles de la majorité des Marocains que sont la darija (dialecte arabe marocain) et le berbère ; de l'autre, les langues d'écriture et de l'enseignement, l'arabe standard et le français.

Mondialisation oblige, l'anglais est venu s'accoler à cette équation déjà complexe,

tandis que l'espagnol continue d'influencer une grande partie des régions du Nord du Royaume, jadis sous colonisation ibérique.

Partageant des propriétés sociolinguistiques similaires, la darija et le berbère sont toutes les deux

considérées comme des langues orales « faibles » dont l'usage social ne dépasse pas le cadre du quotidien et dont les fonctions expressives sont d'abord liées à l'affect et au maternel. Sous l'effet de l'urbanisation croissante, la darija aurait gagné du terrain, acquérant le statut de langue de masse, parlée par 70% à 80% des Marocains, tandis que le berbère est utilisé par 40% de la population.

**Pour pallier à cet écueil, les professeurs s'efforcent de dispenser leurs cours par un sabir de français et de darija en fonction de la disponibilité des termes. Un processus d'enseignement entraînant inévitablement raccourcis et simplifications.**

L'arabe standard et le français, quant à eux, entretiennent un rapport de force différent. Le premier tire avantage de la place prépondérante que lui confère la constitution ; reconnu jusqu'à la récente réforme constitutionnelle comme la seule langue officielle du pays, l'arabe

standard a relégué le français – langue de fait et sans légitimité *de jure* – au rang de seconde langue écrite du pays et de première langue « étrangère ».

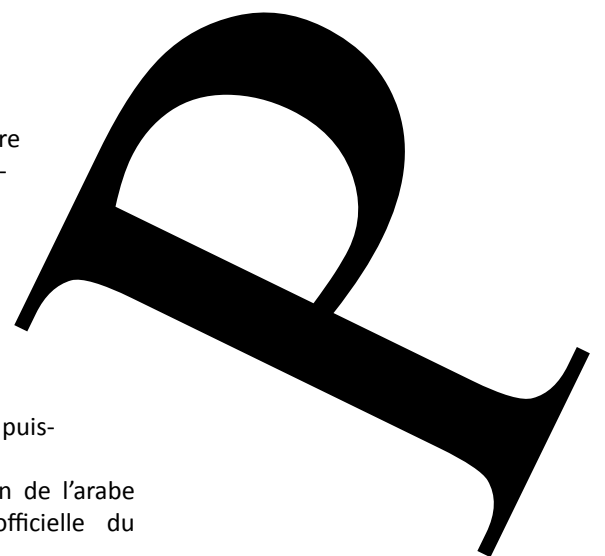
Doté d'un caractère religieux, l'arabe standard est utilisé dans les domaines liturgiques et politiques officiels. Il est aussi la langue de l'enseignement fondamental et secondaire dans toutes les écoles publiques marocaines et certaines écoles privées. Le français de par sa racine latine et malgré son handicap constitutionnel reste la langue de référence dans les domaines scientifiques et techniques ainsi que sur une large partie du marché du travail.

### Politique d'arabisation

Dans le but de réduire la fracture culturelle et identitaire provoquée, selon ses concepteurs, par le protectorat français, la politique éducative du Maroc au lendemain de l'indépendance a voulu rompre certains liens forts et symboliques avec l'ancienne puissance coloniale.

Avec la proclamation de l'arabe standard comme langue officielle du

Royaume et l'avènement de l'école obligatoire en 1963, des réformes visant à arabiser – voire marocaniser – l'enseignement primaire et secondaire sont imposées. Relégué au rang de simple langue étrangère, le français est enseigné depuis dans les deux premiers cycles d'études – primaire et secondaire (collège, lycée) – dans un volume horaire limité. Son usage cependant est maintenu dans l'enseignement supérieur, notamment scientifique et technique.





# Enquête sur le marché du travail marocain

Afin de mieux cerner les exigences linguistiques actuelles dans les secteurs actifs du marché du travail marocain, nous sommes allé à la rencontre de recruteurs d'entreprises pour collecter des informations à ce sujet. Récit.

La situation n'est plus tenable : si le troisième cycle universitaire marocain produit aujourd'hui beaucoup de diplômés, peu d'entre eux réunissent dans les faits qualifications pour réussir leur insertion sur le marché du travail.

De l'aveu même du Conseil supérieur de l'enseignement (CSE), l'organe consultatif du gouvernement marocain en matière éducative, il subsiste au Maroc un « décalage persistant entre la langue d'enseignement qui est l'arabe et les langues exigées dans la vie professionnelle » (1).

Tandis que les jeunes ne sont confrontés que tardivement au français dans leurs études, le cœur battant du marché de l'emploi demeure largement dominé par la langue française. Par ailleurs, le français conserve une place prépondérante dans le secteur tertiaire, moteur de l'économie marocaine.

## La réalité du terrain

Une série d'entretiens auprès de recruteurs et d'employés de quatre entreprises marocaines (RMA Watanya, la Samir, Hafsa Samaca S.A.R.L, 3G Com), un centre de recherche nationale (CNRST), et une entreprise française (Renault) confirme la prééminence du français dans les secteurs les plus actifs du marché de l'emploi.

La maîtrise du français demeure indispensable tant dans les secteurs primaire (agroalimentaire) que secondaire (automobile) et tertiaire (call center, recrutement). L'arabe, quoiqu'à la marge, est exigé dans les domaines de l'automobile, de la distribution, et dans une moindre mesure dans l'hôtellerie/restauration et l'agroalimentaire.

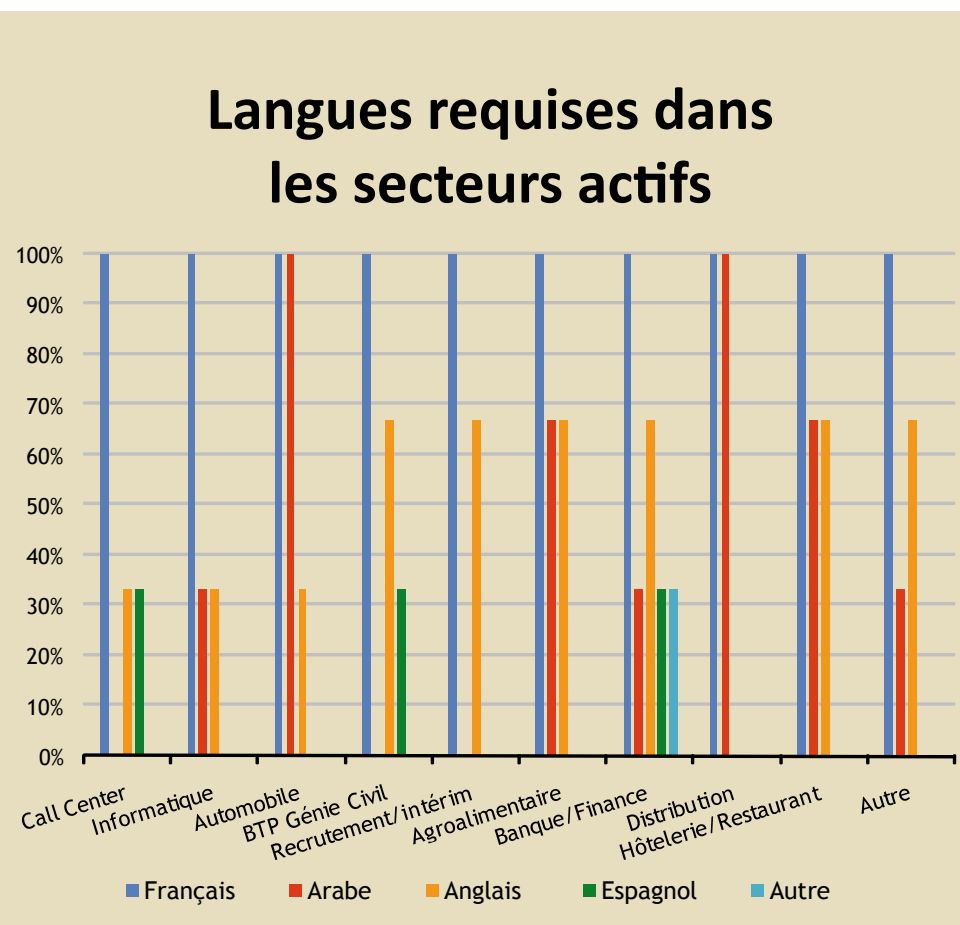
Les entreprises interrogées confirment que par « arabe », elles font davantage référence à la darja et non à l'arabe standard ; tout en nuancant que la darja ne serait utilisée qu'oralement, dans les discussions entre collègues et parfois au cours des réunions de travail.

Si à l'oral, la darja côtoie étroitement le français, la donne est différente à l'écrit. La langue de la production écrite (documents de travail, rapports, emails, courriers...) reste le français, excepté dans certaines compagnies où l'anglais s'est imposé (multinationales, organisations internationales...). Certaines entreprises marocaines telles que la RMA Watanya ou la Samir produisent aujourd'hui une partie de leurs rapports en anglais.

Le marché du travail marocain accorde donc plus de valeur à la maîtrise du français -et de l'anglais dans une certaine mesure- qu'à celle de l'arabe standard.

Cette tendance n'est pas nouvelle. Vers la fin des années 80 déjà, le linguiste et sociologue marocain Ahmed Boukous avait mené une étude auprès de 150 employeurs implantés à Rabat et à Casablanca. Il en était ressorti que pour la quasi-totalité d'entre eux, la maîtrise du français était indispensable, tandis qu'une moitié d'entre eux ne jugeaient pas la maîtrise de l'arabe standard comme tel.

Contrairement aux idées reçues, la maîtrise du français ne s'applique pas



Le journal les Echos a effectué une étude en 2011\* sur les secteurs les plus actifs du marché du travail marocain ainsi que sur les profils les plus demandés. Les résultats de cette étude ont placé les calls center en première position des profils les plus demandés (18%), suivis de l'informatique (8%), les BTP/Génie Civil (8%), l'automobile (7%), le recrutement/intérim (7%), l'agroalimentaire (6%) la banque/finance (5%), la distribution et (3%), l'hôtellerie/restauration (3%).

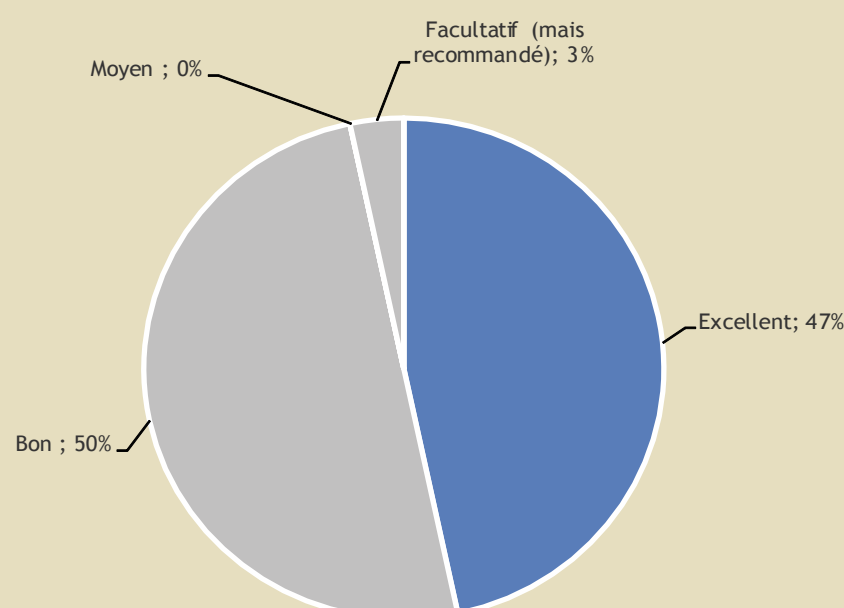
Sur la base de ces résultats, nous

avons constitué un échantillon représentatif (qualifications et catégories socio-professionnelles) différentes d'offres d'emplois parues à partir du 1er janvier 2012 sur le site Rekrute.ma. Les offres d'emplois ont été sélectionnées selon la disponibilité d'informations sur la ou les langues requises pour le poste en question.

Par cette démarche et en rentrant en contact direct avec les dits recruteurs, nous avons tenté d'identifier les langues exigées sur le marché du travail mais également le niveau de langue requis.

## Quelques chiffres

### Niveau de français



\* Les secteurs qui recrutent, par Imane TRARI. Les Echos Mardi, 24 Mai 2011 N° 385

uniquement aux cadres ; les techniciens, spécialisés ou non, de même que les ouvriers, sont également concernés.

Nos entretiens montrent que pour des postes tels que mécanicien, le français demeure un atout recommandé ; pour des postes de technicien ou encore de responsable technique en menuiserie, la maîtrise du français est même un pré requis.

Pour combler les lacunes linguistiques de leurs employés, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à offrir des compléments de formation à leurs employés. Certaines entreprises telles que Renault proposent désormais des cours de langue française à leurs ouvriers. Mais c'est pour l'anglais que le phénomène est le plus frappant. Dans les secteurs du génie civil, de l'hôtellerie/restauration, du recrutement/intérim ou encore la banque/finance, de nombreuses entreprises ont intégré des cours d'anglais à leur offre de formation continue. Sur les six entités que nous avons interrogées, quatre d'entre elles affirmaient ainsi offrir des cours d'anglais à leurs employés.

Le niveau linguistique requis est également en hausse. Désormais, les entreprises réclament un niveau de français jugé bon, voire excellent. 47% des entreprises interrogées indiquent ainsi exiger un excellent niveau de français de leurs employés, et 50% d'entre elles un bon niveau (cf graphique ci-contre). Seulement 3% des entreprises interrogées estiment que la maîtrise du français est facultative pour les postes qu'elles proposent.

Pour comprendre la prépondérance du français et le rôle grandissant de l'anglais au détriment de l'arabe sur le marché marocain, il faut avant tout comprendre les relations politico-économiques entre pays. Les intérêts socio-économiques et industriels du Maroc se trouvent aujourd'hui encore en Europe, et notamment en France. L'hexagone reste le premier partenaire du Maroc en termes d'échanges et de coopération dans les domaines culturels et économiques. La France est également le premier partenaire commercial du Maroc avec 43,17 MMDH d'échanges commerciaux en 2011, devant l'Espagne et les Etats Unis, mais aussi le premier investisseur étranger au Maroc avec plus de 700 filiales et une participation active au développement de l'infrastructure du pays (derniers projets en date, le tramway de Casablanca et le TGV reliant Tanger à Casablanca).

La France joue par ailleurs un rôle majeur dans la formation des cadres et notamment des ingénieurs. Selon une enquête menée par le quotidien l'Economiste, « la France à elle seule a formé 55% des cadres marocains ayant effectué leur formation supérieure à l'étranger et 20% de l'ensemble des cadres interrogés »(2).

Dans le bassin méditerranéen comme dans la sphère d'influence africaine du Maroc, le français conserve une dimension véhiculaire, servant de moyen de communication entre des populations utilisant différentes langues.



Conscientes des nouvelles exigences du marché du travail, de plus en plus d'entreprises marocaines et étrangères proposent des cours d'anglais à leurs employés.

### Rigidité

Le plus surprenant est peut-être la rigidité dont semble faire preuve le monde de l'entreprise à l'égard des questions linguistiques.

Sur les trente entreprises interrogées, aucune ne juge possible de substituer l'arabe standard à la langue française dans leur fonctionnement quotidien. Pour elles, le niveau d'arabe standard de la population marocaine n'est tout simplement pas suffisant. Un tel changement impliquerait de former les employés et de revoir toute l'organisation de l'entreprise. Parmi les sondés, une seule personne a ajouté que cela serait possible mais plutôt avec la darija.

Le paysage linguistique marocain donne pourtant des signes de flexibilité : l'arrivée de l'anglais sur le marché du travail au cours des cinq dernières années en est la preuve. Certes, l'arrivée de l'anglais s'explique en partie par l'ouverture de l'économie marocaine au monde anglo-saxon. Pour un pays comme le Maroc, le multilinguisme est une composante importante de son succès économique. La réalité est ainsi faite ; pour espérer trou-

ver leur place dans la division mondiale du travail dans les secteurs de pointe, les Marocains doivent développer leurs compétences dans les langues internationales ; l'anglais et le français. La politique éducative doit apprendre à s'adapter à ces nouvelles exigences du marché du travail.

Parce qu'il est impossible de modifier la nature même du marché du travail par des réformes, c'est au système éducatif de s'y adapter.

Le marché du travail marocain s'est construit en partie en français. S'il a vocation à changer, il le fera naturel-

**De l'aveu même du Conseil supérieur de l'enseignement (CSE), l'organe consultatif du gouvernement marocain en matière éducative, il subsiste au Maroc un « décalage persistant entre la langue d'enseignement qui est l'arabe et les langues exigées dans la vie professionnelle »**

lement avec le temps. Mais pour l'instant, il a tout à gagner en restant francophone et en y intégrant l'anglais.

En tant que langue véhiculaire le français a permis l'accès aux connaissances techniques et scientifiques, ainsi qu'aux recherches en sciences sociales et humaines. Aujourd'hui encore, le français « reste par excellence l'instrument de transmission du savoir scientifique et technique et est perçu comme langue de la modernité »(3).

L'usage exclusif de l'arabe n'aurait pas permis au Maroc d'intégrer les marchés mondiaux et de développer une



Les calls center créent beaucoup d'emplois au Maroc. Ce secteur qui ne se contente plus de profils basiques et exige une très bonne maîtrise des langues étrangères fait « de plus en plus appel à des lauréats de grandes écoles de commerce » (Les Echos, 2011).

économie dynamique et moderne. Au Maroc, « le français ouvre le marché de l'emploi moderne : ingénieur, cadre d'entreprises »(3). Mais l'anglais n'est pas en reste. Aujourd'hui, il s'impose comme une référence dans les domaines scientifiques modernes, grâce à la multitude de publications et de recherche produites dans cette langue. Certains centres de recherche ma-

rocains ont d'ailleurs fait le choix de travailler exclusivement en anglais à l'image de la Moroccan Foundation for Advanced Science, Innovation and Research (MASCI-R).

S.O.B



Les entreprises sont de plus en plus exigeantes quant aux compétences linguistiques de leurs employés : en plus d'un bon niveau de français, la maîtrise de l'anglais est désormais un atout de taille pour espérer décrocher un certain nombre de postes.

### Notes :

(1) Etude du Conseil Supérieur de l'Enseignement : Etude évaluative des curricula des cycles primaire et secondaire collégial, coordonnée par Abderrahmane RAMI et réalisée par El Batoul AZOUI, Habiba El BOUAZZAOU, Salah BENYAMNA, Abderrahmane RAMI et M'Hamed ZGOR. Maroc 2007.

(2) L'Economiste, Diplômes Et Salaires Des Cadres : Les Ingénieurs Arrivent En Tête, N° 209 du 21 Décembre 1995.

(3) Le Français au Maroc, lexique et contacts de langues, BENZAKOUR, GAADI, QUEFFELEC, Ed. De Boeck Supérieur, 2000, 356 pages

# Vers un nouveau modèle

Deux impératifs doivent guider toute tentative de réforme de la politique linguistique marocaine : qu'elle soit adaptée à la réalité du marché du travail et qu'elle permette l'épanouissement scolaire et universitaire des jeunes.

La fracture linguistique dont souffre le Maroc est à la source des dysfonctionnements de l'enseignement public et des difficultés d'accès des jeunes diplômés au marché du travail. Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement dispensé au Maroc, il semble aujourd'hui impératif d'œuvrer dans le sens d'une meilleure utilisation du patrimoine linguistique marocain, tout en veillant à le préserver et à le promouvoir.

L'heure est à une réflexion objective, détachée et dépourvue de considérations affectives. Toutes les langues nationales et étrangères doivent être appréhendées comme complémentaires les unes aux autres, avec pour objectif la création d'une société multilingue.

Dans une économie globalisée, le bilinguisme - voire le multilinguisme - sont devenus la norme ; le monolinguisme, l'exception.

Pour le Maroc, il est temps de construire une politique linguistique lisible en tenant compte non seulement de l'environnement international, mais également des revendications culturelles et identitaires dans lesquelles elle s'exprime. Pour mettre fin à la schizophrénie linguistique du pays, une voie prometteuse passerait par le renforcement de la place de la darija et du français dans le système éducatif marocain.

## Imposition de la darija

Cela ne fait aucun doute : la darija est la langue de communication quotidienne de la majorité des Marocains. Près de 80% des Marocains parleraient la darija, aux côtés du français et/ou du berbère dans certains milieux.

Personne au Maroc - ni dans le monde arabe - ne songerait à s'exprimer en arabe standard dans les actes de la vie quotidienne. Pour les peuples arabophones, l'arabe standard n'est pas une langue maternelle en soi.

Dans les faits, un enfant marocain n'accède à l'arabe standard que dès lors qu'il est scolarisé ; l'arabe standard est donc confiné au cadre scolaire, formel voire professionnel dans certains cas.

L'arabe standard est le fruit d'une évolution de l'arabe classique ; ce qui tendrait à prouver que l'arabe au même titre que toutes les autres langues peut être une langue malléable. L'arabe standard d'aujourd'hui

est pourtant figé et prisonnier de discours passésistes, le restreignant à une bulle où ses protecteurs le défendent à

coups d'arguments religieux, traditionnels, ou encore identitaires. Ces considérations l'empêchent de s'inscrire dans la modernité.

La darija pour sa part, peut se targuer de son caractère évolutif constant. Ouverte sur les langues environnantes, elle est aujourd'hui un mélange d'arabe standard, de plusieurs dialectes berbères, de français, d'espagnol, et même d'un peu d'anglais. Cette ouverture contribue d'ailleurs en premier chef à l'inquiétude des opposants à l'institutionnalisation de la darija, qui craignent sans doute qu'avec le temps, la darija ne reflète plus les valeurs traditionnelles purement marocaines.

Mais la darija est avant tout la langue qui relie tous les Marocains. Elle est la langue de la vie quotidienne ; en tant que langue maternelle, elle est également la langue dans laquelle rêve et imagine la grande majorité des Marocains.

*Pourquoi dès lors ne pas faire de la darija la langue de l'enseignement au Maroc aux côtés du français ?*

Plusieurs experts et linguistes affirment que l'institutionnalisation de la darija n'est absolument pas problématique. Il suffirait de codifier la darija en la faisant passer de « langue orale » à « langue écrite ».

Ce processus pourrait se faire tant en utilisant une graphie latine qu'arabe. La graphie latine présente l'avantage de la facilité : aujourd'hui, on assiste au quotidien à une latinisation de la darija sur internet, dans les messages courts (SMS) ou encore dans les médias

(certaines publicités ont développé des slogans en darija écrite avec des lettres latines). Les avantages d'une graphie arabe, plus nombreux, ont été parfaitement décrits par le linguiste marocain Abderrahmane Youssi. Pour lui, trois raisons justifient l'utilisation de lettres arabes : « pour ne pas dérouter les apprenants, pour maintenir une passerelle avec l'arabe standard, et pour faire taire les opposants » (1). D'autres experts enfin soulignent que la condition d'une graphie arabe est qu'elle soit faite dans un arabe écrit modernisé ! On parle dans ce cas de système de transcription normalisé. Peu importe la manière ; l'enseignement en darija soutiendrait sans nul doute considérablement l'effort d'alphabetisation dans le pays. Au moment d'intégrer l'école de base, les enfants ne seraient plus amenés à apprendre une nouvelle langue - en l'espèce l'arabe standard - mais ils acquerraient directement des connaissances dans la langue qu'ils utilisent au quotidien, celle dans laquelle ils sont le plus à l'aise et qu'ils maîtrisent le mieux. Il n'y aurait pas non plus de rupture entre l'école, la rue, et la maison ; l'apprentissage serait unifié et les opportunités d'utiliser la langue de l'enseignement multiples.

Depuis plusieurs années, un certain nombre d'initiatives se sont succédées pour écrire la darija. Parmi les plus réussies, on compte la traduction du *Petit Prince*, l'œuvre phare d'Antoine de Saint-Exupéry par Abderrahmane Youssi.



La traduction en darija du *Petit Prince* par Abderrahmane Youssi

Chaleureusement accueillie par le public, cette initiative a constitué l'événement phare du salon du livre de Casablanca en 2009.

## Réhabilitation du français

En dépit des tentatives visant à sa marginalisation, le français reste une langue indispensable tant pour accéder au marché du travail que pour le développement du pays. L'exemple tunisien nous incite à réexaminer les conditions de sa réintroduction dans les tronc communs des cursus d'enseignement.

Il a été prouvé que l'acquisition précoce d'une langue étrangère n'est en aucun cas un obstacle à la maîtrise de la première langue. Pour optimiser les chances des jeunes Marocains, il serait judicieux de l'enseigner dès les premières années de scolarité à raison de plusieurs heures par semaine.

Le français a vocation à demeurer la langue des disciplines scientifiques puisque ces dernières sont dispensées en français dans les universités et les établissements d'études supérieures. En apprenant le français dès leurs premières années de scolarisation, les élèves atteindront les portes du 3<sup>e</sup> cycle avec les capacités linguistiques nécessaires à la compréhension des cours. Les mathématiques, la biologie, la chimie ou encore l'informatique pourraient ainsi être dispensés en français dès le primaire.

Un système éducatif rénové devra avant tout bannir les discontinuités linguistiques qui ont cours actuellement. L'augmentation du volume d'heures de cours de français doit impérativement être accompagnée d'une amélioration de la qualité de l'enseignement, en favorisant la communication et les pratiques orales. La pratique du « e-learning » (apprentissage en ligne), encore trop peu répandue au Maroc, pourrait venir compléter l'enseignement coutumier dispensé en classe.

Les cours universitaires seront dispensés en français tant qu'il n'y aura pas de courant de pensée scientifique, littéraire ou économique en darija. Pour cela, il faudra attendre que les premières promotions de bacheliers du système bilingue ainsi que les écrivains marocains travaillent à la publication d'ouvrages, de revues ou de recherche de cette langue.

## Construire un nouveau système

Ce système éducatif bilingue qui promeut un enseignement dans la langue maternelle et l'apprentissage précoce de

la langue du marché du travail s'offrirait sous deux déclinaisons. L'une conjuguerait la darija et le français, et l'autre le berbère et le français, selon le choix et l'origine de l'enfant. Les enfants issus de familles berbères auraient ainsi la possibilité d'étudier dans leur langue maternelle, tout en poursuivant parallèlement l'apprentissage du français. Les enfants issus de familles arabes suivraient un système similaire sauf que l'enseignement serait dispensé en darija au lieu du berbère dans leur cas.

Afin d'insuffler une dynamique multilingue à l'enseignement marocain, ce système bilingue permettrait par la suite l'acquisition de langues étrangères supplémentaires ; l'anglais pourrait ainsi être rendu obligatoire à partir du collège et une quatrième langue facultative (arabe standard, espagnol, autre) pourrait être proposée à partir du lycée.

Ces jeunes arriveraient alors aux portes de l'université parfaitement bilingues, avec des acquis dans une troisième, voire une quatrième langue. Par ces réformes, il ne s'agit nullement de renier ou d'avilir le rôle de l'arabe standard. Au contraire, il s'agit de faire évoluer sa place et sa fonction dans la société et dans l'éducation des jeunes Marocains.

L'arabe standard reste un dépositaire d'une tradition ancienne religieuse et culturelle à laquelle il n'est évidemment pas question de renoncer. La darija, codifiée et établie en tant que langue d'enseignement puiserait son lexique technique voire sa grammaire et sa syntaxe - si la graphie arabe est adoptée - dans la richesse de l'arabe standard.

Enfin, l'arabe standard resterait une langue enseignée à l'école et à l'université en tant qu'enseignement facultatif. La littérature et la poésie, écrites en arabe standard auraient ainsi vocation à être enseignées dans les cours d'arabe et de littérature au collège, au lycée et à l'université.

S.O.B

(1) Les enfants de la darija par Fatym Layachi, TelQuel n°403

## Le système éducatif tunisien

Tout comme le Maroc, la Tunisie a entrepris des réformes visant à arabiser et nationaliser son éducation au lendemain de l'indépendance. Mais si la Tunisie enregistre aujourd'hui de bien meilleurs résultats en termes éducatifs que le Maroc c'est avant tout parce que le pays a mieux su faire cohabiter objectifs politiques et pragmatisme éducatif.

Dès 1991, la Tunisie admet la place du français comme langue indispensable à l'ouverture et au développement. Alors que le primaire et le collège étaient entièrement arabisés, le ministère de l'éducation nationale de l'époque rétabli le français comme langue étrangère à partir de la 3<sup>ème</sup> année de scolarité (obligatoire). Il rétabli également le français pour l'enseignement des sciences, de l'économie et des sciences techniques.

Le français est également rétabli en tant que langue de l'enseignement supérieur : en plus des filières scientifiques, il s'est progressivement imposé dans les filières littéraires.

# Assumer le bilinguisme

Proposition de réaménagement linguistique de l'enseignement marocain

La diversité linguistique est une richesse ! Œuvrer à la préservation de ce patrimoine doit être le souci premier de toute réflexion sur la place des langues dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur au Maroc.

Si l'arabisation des cycles secondaires a résulté d'une noble volonté politique, elle n'en reflète pas moins une véritable schizophrénie identitaire. En trois décennies, elle a formé deux générations d'analphabètes bilingues. La maintenir de façon doctrinale n'a aujourd'hui plus aucun sens.

Il n'existe pas de modèle linguistique unique – pourtant, malgré ses insuffisances, trop peu sont ceux qui se sont risqués à proposer de vraies réformes. Nous avons pris le parti d'en défendre une !

Elle reflète à notre sens le meilleur équilibre entre

respect des particularismes identitaires et attachement à la valeur première de l'éducation : contribuer à la construction de l'être humain et lui donner toutes armes pour pouvoir se rendre maître de sa propre destinée.

Le multilinguisme est une partie intégrante de l'histoire et de la culture marocaine; arabe, berbère, français, darija, espagnol font aujourd'hui partie de



Primaire



Collège



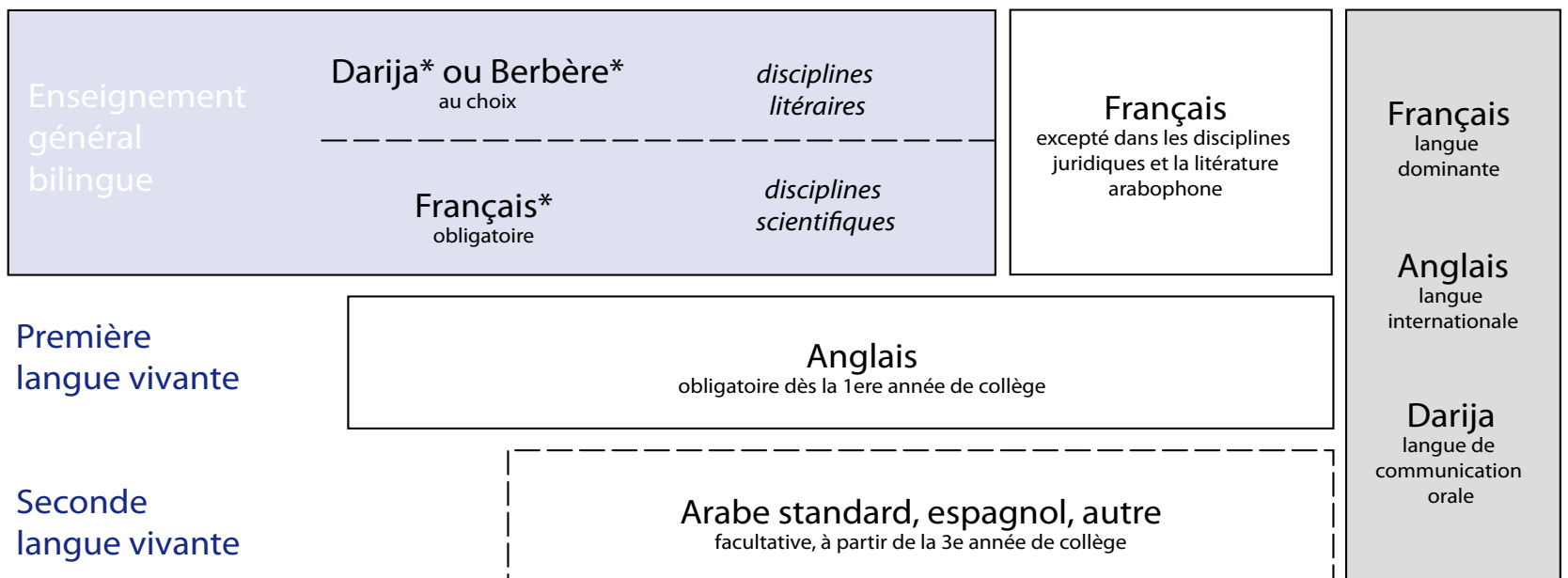
Lycée



Université



Marché du travail



\* tout en étant des langues d'enseignement, la darija, le berbère et le français seront également des langues enseignées et feront l'objet d'un enseignement par elles-mêmes

ce patrimoine. Si l'immense majorité des Marocains grandi au son de la darija ou du berbère, le marché du travail lui, est demeuré jusqu'à ce jour en français. C'est une donnée irréfutable, qu'aucune volonté politique n'est parvenue à infléchir en cinquante ans.

Le système éducatif marocain doit s'adapter à cette réalité. D'autres l'ont fait avant lui ; la Tunisie notamment, après avoir elle aussi connu les désillusions de l'arabisation. Il ne faut pas y voir un renoncement ; ni une quelconque symbolique néocoloniale. Simplement le reflet d'une réalité à laquelle nous devons arrêter de chercher à échapper.

## Réformer

La réforme permettrait de faire coexister, du primaire au lycée, enseignements littéraires en langue maternelle et scientifiques en langue française.

L'anglais, qui s'impose aujourd'hui comme la langue des échanges internationaux, ferait l'objet d'un enseignement obligatoire dès la première année du collège, comme tel est le cas dans la plupart des pays du monde. Au terme de la 3<sup>e</sup> année du collège, les étudiants se verraient offrir la possibilité d'adjoindre l'étude d'une quatrième langue à leur enseignement ; l'espagnol, mais surtout l'arabe standard, auraient vocation à faire partie de cette offre de langues complémentaires.

L'université, aujourd'hui en français - ex-

cepté pour les parcours en sciences juridiques et dans certaines disciplines littéraires - aurait vocation à le rester ; un gage de la meilleure préparation possible au marché du travail, qui permettrait grâce à l'aisance linguistique des étudiants de diminuer l'écart de niveau entre enseignement privé et public.

L'instauration d'un tel système n'ira pas sans difficultés. Cela va sans dire. L'une d'entre elles – et non des moindres – sera liée à la formalisation écrite de langues de tradition orale. Mais rien de cela n'est insurmontable ; d'autant que des habitudes écrites existent déjà. Non, la plus grande difficulté sera sûrement d'en arriver à la prise de conscience collective qu'il est désormais temps de franchir le rubicon.

S.O.B

## Entretien avec Fouad Laroui

Propos recueillis par Soraya Oulad Ben-chiba

**1) Dans quelle mesure peut-on affirmer que les grands problèmes (maux) que rencontre l'enseignement au Maroc sont, en partie, causés par (la diversité des langues) les langues enseignées depuis la petite enfance ?**

C'est tellement évident qu'il faudrait être stupide ou de mauvaise foi pour prétendre le contraire.

**2) Vous préconisez l'établissement de la Darija comme langue d'enseignement, langue maternelle de la plupart des marocains, mais qu'en est-il du Berbère ? Ne pensez-vous pas que les Berbères réclameront la même chose ? Et quelle sera la place de l'arabe classique ? Surtout quelle viabilité au-delà c'est-à-dire au niveau du supérieur ?**



Tout d'abord, je ne préconise rien du tout. Mon essai, Le drame linguistique marocain, a une portée scientifique. Ce n'est

pas un pamphlet. J'ai quand même consacré trois ans de travail à cet ouvrage, alors qu'un pamphlet peut s'écrire en une après-midi... Malheureusement, il sera lu par certains comme un pamphlet. C'est dommage. Donc, pour en revenir à votre question, je ne préconise rien mais je donne en conclusion quelques options pour l'avenir, en comptant sur l'intelligence du lecteur pour qu'il se fasse lui-même une idée sur leur intérêt et leur aspect pratique. L'une de ces options, effectivement, consiste à faire de la Darija la langue d'enseignement, du primaire au supérieur, et aussi la langue de communication du pays (radio, télé, etc.) Si certains Marocains veulent en

faire autant du berbère, eh bien, c'est leur droit ; qu'ils écrivent et décrivent leur projet et qu'ils le défendent par la voie démocratique, c'est-à-dire par le biais d'un programme politique sanctionné par des élections, générales ou locales. Il est possible que dans certaines régions, les deux langues devront coexister, dans une sorte d'émulation positive. Vous me demandez qu'elle sera la place de l'arabe classique dans cette option ? Eh bien, elle devrait être enseignée en tant que telle, en tant que langue. Son lexique constitue un réservoir essentiel pour enrichir la Darija, comme c'est déjà le

cas depuis toujours. Enfin, pour ce qui est du supérieur, j'ai déjà vu des dizaines de cours supérieurs, en maths ou en médecine par exemple, qui étaient en pratique donnés en Darija.

Je les ai vus, de mes yeux vus, à la télévision marocaine, en 2010, en 2011... Autrement dit, on semble considérer comme impossible ce qui se fait déjà, tous les jours... Ce qui prouve que la question linguistique rend fada presque tout le monde.

**3) Dans le cas où la Darija deviendrait la langue d'enseignement (enseignement primaire et secondaire), quelle place accorder au français, langue du marché du travail ?**

Vous prenez le problème à l'envers. C'est justement parce que Maroc est en pleine schizophrénie linguistique que le français est encore la langue du marché du travail. Si la Darija devenait la langue d'enseignement, de culture, de communication officielle au Maroc, elle deviendrait ipso facto celle du marché du travail. Cela prendra une bonne décennie mais ce serait la conséquence logique de cet immense bouleversement.

**4) Peut-on imaginer un système bilingue**

**qui institutionnaliserait dès l'enseignement primaire et jusqu'à l'université le français aux côtés de la langue maternelle (Darija ou berbère, cela dépend des cas) à l'image de la Belgique (flamand, français)**

Je connais bien la Belgique, j'y ai même vécu et

travaillé. En fait, elle est bien moins bilingue qu'on ne le croit... Mais je répète qu'il ne s'agit pas d'institutionnaliser le français ou l'anglais à côté de la Darija, mais de sortir du problème grâce à la Darija. Cela posé, une fois la Darija bien ancrée dans le système scolaire et universitaire, pourquoi ne pas imaginer à ses côtés, une langue étrangère (le français, par exemple) dès le primaire ? Ça ne peut pas faire de mal dans un monde de plus en plus « globalisé »...

**Dans quelle mesure estimez-vous que la langue est un obstacle à la cohésion sociale au Maroc (peuple arabophone / élites francophones voire anglophones) ?**

C'est l'un des points que je développe dans mon livre. Ce n'est pas pour rien qu'il y a le mot « drame » dans le titre...

# Dernier regard

## Ligue arabe : un pas en avant, deux pas en arrière ?

Par Talal SALAH DINE

Décriée, raillée, méprisée par ses propres membres depuis des décennies, la Ligue arabe a semblé reprendre quelques couleurs en 2011. Comment aurait-il pu en être autrement alors que la quasi-totalité des pays arabes sont confrontés à une déferlante de révoltes et manifestations sans précédent dans la région ?

Un retour sur le devant de la scène quelque peu forcé pour cette auguste institution (née en mars 1945 c'est-à-dire quelques mois avant l'avènement de l'ONU) qui semblait condamnée à une léthargie sans fin. Ne serait-ce que ces dernières années, les exemples des silences assourdissants dans lesquels elle s'est réfugiée pour gérer les situations de crise ne manquent pas : invasion de l'Irak en 2003, massacres au Darfour, chaos en Somalie etc... Unique fait majeur : en 2002, l'initiative arabe de paix pour une résolution définitive du conflit israélo-palestinien proposée par l'Arabie Saoudite et adoubee par la Ligue arabe. Rejetée par Tel-Aviv, ce document demeure cependant une base

de négociation considérée comme crédible par les Américains et l'Union européenne.

Evidemment on pourrait rapprocher cet immobilisme latent avec la nature de la majorité des régimes qui la composaient alors : autoritaires, sclérosés et oligarchiques. Ainsi si la prévalence de l'intérêt régional sur la souveraineté nationale demeure difficile à concrétiser au sein de l'Union européenne par exemple, elle n'est que chimère en ce qui concerne la Ligue arabe.

Très critiquée sur le dossier libyen

où elle n'aura en fin de compte qu'apporter une caution politique à l'intervention de l'Otan avant de se cantonner de nouveau dans son rôle de spectatrice de sa propre faillite, la Ligue arabe fait face à une nouvelle impasse sur le dossier syrien entre « interventionnistes » et « souverainistes » bien qu'il soit difficile de nier que chaque pays joue sa propre partition.

Il faut dire que depuis quelques années déjà, l'institution est en proie à de conséquentes guerres d'influence. On avait alors commencé à observer un basculement progressif du centre de gravité de l'Egypte, puissance régionale historique, abritant le siège au Caire et fournisseur attiré des Secrétaires généraux (tous, à l'exception de l'intermède du tunisien Chedli Klibi de 1979 à 1990) vers les pétromonarchies du Golfe, Arabie Saoudite et Qatar (voir

le précédent papier : *L'hyperactivisme dangereux de la diplomatie qatarie, Geopolitik n°1*) en tête. Le renversement du régime de Moubarak n'ayant que mis que davantage d'avantage au grand jour cette prise de pouvoir des membres influents du Conseil de Coopération du Golfe.

Cela ne va pas sans de sérieux désaccords. Irak, Liban et Algérie s'étant clairement opposés aux initiatives prises par la Ligue arabe pour mettre fin au régime de Bachar El Assad: gel du siège de la Syrie, sanctions économiques puis envoi d'une mission d'observateurs. Une expédition, entre pressions du régime et désaveu de l'opposition, que de nombreux analystes décriront comme chaotique, alors que par ce biais ; la Ligue arabe voulait avant lancer un message fort : après le fiasco libyen, il est temps de mettre fin à l'ingérence des pays occidentaux. Peine perdue.

Un échec de plus pour la Ligue arabe ? Probable. On notera seulement que cette fois ci, il n'est pas dû à l'absence de réaction mais à un dysfonctionnement opérationnel alarmant. Ce qui est peut-être encore plus grave.



## L'Institut Amadeus parmi les 30 meilleurs think tanks de la région MENA

Lors d'une cérémonie organisée le 18 Janvier à l'Université des Nations unies à New York à l'occasion de la parution du 2011 Global Go-To Think Tank Rankings Report, l'Université de Pennsylvanie a dévoilé son très prisé classement annuel des meilleurs think tank dans le monde et par sphère géographique.

Référencé en 2010, l'Institut Amadeus occupe une très encourageante 18e place mondiale au classement des centres de recherches nouvellement référencés et la 29ème place dans la région Moyen Orient – Afrique du Nord (y compris la Turquie). Initiateur du forum international MEDays qui en 2011 a tenu sa 4e édition, l'Institut Amadeus sur la lancée de ses acquis s'est distingué par un suivi

régulier et attentif des nombreux bouleversements qu'a connu le monde arabe.

Outre l'organisation de nombreux workshops sur des sujets prioritaires nationaux (Réforme constitutionnelle, déficit public, représentativité des jeunes dans les partis politiques) et régionaux (rapprochement Maroc / Conseil Coopération du Golfe), l'Institut a publié un nombre importants d'analyses et d'articles à portée scientifique sur les problématiques majeures des pays émergents, qui figurent notamment dans son rapport annuel paru en juillet dernier.

A noter enfin que le prestigieux centre de recherche américain Brookings Institute occupe pour la deuxième année

consécutivement la tête de ce classement mondial.



Retrouvez les analyses et les entretiens d'experts portant sur les enjeux politiques et économiques des pays du Sud sur le site de l'Institut Amadeus.

[www.institutamadeus.com](http://www.institutamadeus.com)

### Institut Amadeus

6, rue Annassime, Sect 9 bloc I  
Hay Riad 10100, Rabat  
Maroc  
Tél. : (+212) (0) 537 71 70 82  
Fax : (+212) (0) 537 57 11 83

### Equipe de publication

Revue dirigée par  
Brahim FASSI-FIHRI

Centre d'Analyses et de Publications

Gouvernance et Prévention des Conflits  
Amine AMARA

Economie et Développement  
Frédéric BARANGER  
Soraya OULAD BENCHIBA  
Abdelfetah AIT AMMI

Communication  
Talal SALAH DINE

Edition et réalisation graphique  
Amine AMARA  
Frédéric BARANGER

Les auteurs peuvent être contactés par courrier électronique – prénom.nom@amadeusonline.org